

2



REYL & CIE SA

REYL & CIE SA

STATUTS

STATUTO

**1. RAISON SOCIALE - APPARTENANCE
AU GROUPE BANCAIRE INTESA
SANPAOLO - SIEGE - BUT - DUREE**

ART. 1 – RAISON SOCIALE

Il existe sous la raison sociale

REYL & Cie SA
(REYL & Cie Ltd)
(REYL & Cie AG)

une société anonyme qui est régie par les présents statuts, le titre vingt-sixième du Code des Obligations et la Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne.

**ART. 2 – APPARTENANCE AU GROUPE
BANCAIRE INTESA SANPAOLO**

La société fait partie du "Groupe Bancaire INTESA SANPAOLO". À ce titre, elle est tenue de se conformer aux dispositions que le Groupe Bancaire INTESA SANPAOLO promulgue en exécution des instructions émanant de la Banque d'Italie et de la Banque Centrale Européenne en matière de surveillance et de contrôle prudentiel consolidés des instituts de crédit, dans la mesure où ces instructions sont compatibles avec la réglementation bancaire suisse et européenne applicable à la société en la matière ainsi qu'en matière de secret bancaire. Dans les limites du droit suisse, les administrateurs de la société fournissent à la société mère les données et informations nécessaires à l'exécution de ces instructions.

ART. 3 – SIEGE

Le siège de la société est à Genève.

**1. RAGIONE SOCIALE -
APPARTENENZA AL GRUPPO BANCARIO
INTESA SANPAOLO - SEDE LEGALE -
SCOPO SOCIALE - DURATA**

ART. 1 – RAGIONE SOCIALE

Con la ragione sociale

REYL & Cie SA
(REYL & Cie Ltd)
(REYL & Cie AG)

è costituita una società anonima disciplinata dal presente statuto, dal titolo ventiseiesimo del Codice delle obbligazioni e dalla Legge federale sulle banche e le casse di risparmio.

**ART. 2 – APPARTENENZA AL GRUPPO
BANCARIO INTESA SANPAOLO**

La Società fa parte del "Gruppo Bancario INTESA SANPAOLO". Come tale, è tenuta a rispettare le disposizioni elaborate dal Gruppo Bancario INTESA SANPAOLO in esecuzione delle istruzioni della Banca d'Italia e della Banca Centrale Europea in materia di vigilanza consolidata e di controllo prudenziale degli istituti di credito, nella misura in cui tali istruzioni siano compatibili con la normativa bancaria svizzera ed europea applicabile alla Società in questa materia, incluso il segreto bancario. In conformità della legge svizzera, gli amministratori della Società forniscono alla capogruppo i dati e le informazioni necessari per l'esecuzione di tali istruzioni.

ART. 3 – SEDE

La Società ha sede legale in Ginevra.

Elle peut également effectuer toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à son but social et qui favorisent son développement.

Dans les limites de son but social, la société peut créer des filiales, des succursales, des agences ainsi que des bureaux de représentation en Suisse et à l'étranger, et notamment établir et exploiter des établissements bancaires et des sociétés financières, ainsi qu'acquérir, gérer et contrôler des participations, y compris à titre fiduciaire, dans d'autres sociétés et entreprises en Suisse (à l'exclusion des participations dans des sociétés possédant des biens immobiliers en Suisse qui ne sont pas affectés exclusivement à un usage commercial) ou à l'étranger.

La société peut également accorder un financement direct ou indirect à :

- (i) ses filiales directes ou indirectes, et
- (ii) tout tiers, y compris ses actionnaires directs ou indirects et leurs filiales directes ou indirectes,

ou créer au profit de ces sociétés tous types de sûretés, y compris par le biais de privilèges sur les actifs de la société ou leur transfert à titre fiduciaire ou par le biais de garanties de toute autre sorte.

La société peut acquérir, grever, vendre et gérer des biens immobiliers en Suisse (à l'exception des biens immobiliers en Suisse qui ne sont pas exclusivement affectés à un usage commercial) et à l'étranger.

ART. 5 – DUREE

La durée de la société est indéterminée.

La Società può inoltre compiere tutte le operazioni direttamente o indirettamente connesse allo scopo sociale e che ne favoriscano lo sviluppo.

Nei limiti del suo scopo sociale, la Società può costituire filiali, aprire succursali, agenzie e uffici di rappresentanza in Svizzera e all'estero, e in particolare costituire e gestire istituti bancari e società finanziarie, nonché acquistare, gestire e controllare partecipazioni, anche a titolo fiduciario, in altre società e imprese in Svizzera (ad esclusione delle partecipazioni in società proprietarie di immobili in Svizzera che non siano esclusivamente destinate a uso commerciale) o all'estero.

La Società può anche concedere finanziamenti diretti o indiretti:

- (i) alle sue controllate dirette o indirette, e
- (ii) a ogni terzo, compresi i suoi azionisti diretti o indiretti e le loro controllate dirette o indirette,

o costituire a favore di tali società ogni tipo di garanzia, anche mediante diritti di pegno sugli attivi della Società o il loro trasferimento a titolo fiduciario o mediante garanzie di qualsiasi tipo.

La Società può acquistare, gravare, vendere e gestire immobili in Svizzera (ad eccezione degli immobili in Svizzera che non sono destinati esclusivamente ad uso commerciale) e all'estero.

ART. 5 – DURATA

La durata della Società è indeterminata.

ART. 4 – BUT

La société exerce les activités d'une banque et celles d'une maison de titres. Son champ d'activité géographique s'étend à toutes les places financières et boursières en Suisse et à l'étranger.

Ses activités englobent notamment les opérations suivantes :

- acceptation de fonds sous toutes les formes utilisées par les banques ;
- gestion de fortune, notamment garde et gestion de titres et autres droits-valeurs ;
- dépôt et administration de valeurs mobilières et objets de valeurs ;
- achat et vente de valeurs mobilières avec ou sans certificat, de devises étrangères, de billets de banques étrangers, de métaux précieux, de matières premières et d'instruments ou produits financiers de toute sorte pour son propre compte et pour le compte de tiers ;
- étude et conseil en matière de placements de capitaux ;
- octroi de crédit, de prêts et d'avances à termes fixes en tous genres, garantis ou non garantis, y compris les hypothèques, en Suisse et à l'étranger ;
- émission de cautionnements et de garanties ;
- souscription et participation à des syndicats d'émission ;
- exécution d'opérations d'escompte et de virement, paiements et encaissements d'effets de change et de chèques ;
- constitution et gérance de sociétés pour compte de tiers et tous conseils et services comptables, fiscaux ou juridiques ;
- exécution de tous mandats fiduciaires ;
- conseil, gestion, représentation et distribution de placements collectifs.

ART. 4 – SCOPO SOCIALE

La Società ha per scopo l'esercizio dell'attività bancaria e di società di intermediazione mobiliare. Il suo campo d'attività geografico si estende a tutte le piazze finanziarie e borsistiche in Svizzera e all'estero.

La Società ha in particolare lo scopo di effettuare le seguenti operazioni:

- accettazione di depositi in tutte le forme utilizzate dalle banche;
- gestione patrimoniale, in particolare custodia e gestione di titoli e altri valori mobiliari;
- deposito e amministrazione di valori mobiliari e oggetti di valore;
- acquisto e vendita, per conto proprio e/o per conto di terzi, di titoli certificati e non certificati, valute estere, banconote estere, metalli preziosi, materie prime e qualsiasi tipo di strumento o prodotto finanziario;
- studio e consulenza in materia di investimenti di capitale;
- concessione di crediti, prestiti e anticipi fissi di ogni genere, garantiti o non garantiti, comprese le ipoteche, in Svizzera o all'estero;
- rilascio di fidejussioni e garanzie;
- sottoscrizione e partecipazione a consorzi di emissione;
- esecuzione di operazioni di sconto e di bonifico, pagamenti e incasso di cambiali e assegni;
- costituzione e gestione di società per conto di terzi, nonché consulenze e servizi contabili, fiscali o legali;
- esecuzione di mandati fiduciari;
- consulenza, gestione, rappresentanza e distribuzione di investimenti collettivi di capitale.

2. CAPITAL SOCIAL

ART. 6 – MONTANT NOMINAL ET DIVISION

Le capital-actions est fixé à la somme de trente-et-un millions cinq cent mille et un francs (CHF 31'500'001.-) entièrement libéré. Il est divisé en trente-et-un millions cinq cent mille et une (31'500'001) actions d'un franc (CHF 1.-) chacune.

ART. 7 – ESPECES D'ACTIONS

Les actions sont nominatives.

La société peut émettre les actions sous toute forme autorisée par la loi, y compris sous forme de papiers-valeurs (certificats individuels ou certificats globaux) ou sous formes de droits-valeurs simples ou de droits-valeurs inscrits, conformément aux articles 973c et suivants du Code des obligations.

Un actionnaire inscrit au registre des actions peut demander en tout temps à ce que la société atteste du nombre d'actions inscrites à son nom au registre des actions.

Par une modification des statuts, l'Assemblée générale peut diviser les actions en titres de valeur nominale réduite, ou les réunir en titres de valeur nominale plus élevée avec le consentement de chaque actionnaire.

ART. 8 – TRANSFERT D'ACTIONS

Le transfert des actions se fait par endossement ou, si aucune action physique ou aucun certificat d'action n'a été émis, par cession écrite.

Tout transfert d'actions nominatives, en propriété ou en usufruit, à quelque titre et en faveur de toute personne est soumis à l'approbation du Conseil d'administration, qui doit intervenir dans un délai de 30 jours à compter du jour de la demande.

Le Conseil d'Administration peut refuser son approbation en invoquant un juste motif. Sont

2. CAPITALE AZIONARIO

ART. 6 – VALORE NOMINALE E RIPARTIZIONE

Il capitale azionario è pari a trentuno milioni cinquecentomila e uno franchi (CHF 31.500.001.-) interamente liberato. Esso è suddiviso in trentuno milioni cinquecentomila e uno (31.500.001) azioni di franchi uno (CHF 1.-) ciascuna.

ART. 7 – TIPO DI AZIONI

Le azioni sono nominative.

La Società può emettere azioni in qualsiasi forma consentita dalla legge, anche sotto forma di titoli (certificati individuali o certificati globali) o sotto forma di diritti valori semplici o diritti valori registrati, ai sensi degli articoli 973c e seguenti del Codice delle obbligazioni.

Un azionista iscritto nel libro delle azioni può chiedere in qualsiasi momento alla Società di certificare il numero di azioni iscritte a suo nome nel libro delle azioni.

Modificando lo Statuto, l'Assemblea generale può dividere le azioni in titoli di minore valore nominale, o di riunirle in titoli di maggiore valore nominale con il consenso di ogni azionista.

ART. 8 – TRASFERIMENTO DELLE AZIONI

Il trasferimento delle azioni avviene mediante girata o, se non sono state emesse azioni fisiche o certificati azionari, tramite cessione scritta.

Il trasferimento di azioni nominative, in proprietà o in usufrutto, a qualsiasi titolo e a qualsiasi persona, è soggetto all'approvazione del Consiglio di Amministrazione, che deve essere comunicata entro 30 giorni dalla data della domanda.

Il Consiglio di Amministrazione può respingere la domanda di approvazione invocando un grave

considérés comme justes motifs, les dispositions régissant la composition du cercle des actionnaires qui visent à sauvegarder la poursuite du but social ou l'indépendance économique de la société.

Le Conseil d'Administration peut également refuser son approbation en proposant au cédant d'acquérir ses actions, pour le propre compte de la société, pour le compte d'autres actionnaires ou pour le compte de tiers, à leur valeur réelle au moment de la demande d'approbation. Le Conseil d'Administration peut également refuser son approbation si l'acquéreur ne déclare pas expressément qu'il acquiert les actions en son propre nom et pour son propre compte.

Si l'approbation requise est refusée, ou tant qu'elle n'a pas été accordée, la pleine propriété des actions et tous les droits qu'elles incorporent restent acquis à l'aliénateur.

Demeurent réservées les dispositions des articles 685b al. 4 et 685c al. 2 du Code des Obligations, applicables aux actions acquises par succession, partage successoral, en vertu du régime matrimonial ou dans une procédure d'exécution forcée.

Le transfert intervient et déploie ses effets vis-à-vis de la société à partir de la date d'inscription du nouvel actionnaire au registre des actions de la société.

ART. 9 – ANNONCE DE L'AYANT-DROIT ECONOMIQUE DES ACTIONS

Toute personne qui, seule ou de concert avec des tiers, acquiert des actions de la société et atteint ou dépasse ainsi le seuil de 25 % du capital-actions ou des droits de vote doit, dans un délai d'un mois, annoncer à la société le prénom, le nom et l'adresse de la personne physique pour le compte de laquelle elle agit en dernier lieu (l'ayant droit économique). L'actionnaire doit annoncer à la société, dans un délai de trois mois, toute modification du prénom, du nom ou de l'adresse de l'ayant droit économique.

motivo. Sono considerati gravi motivi le disposizioni concernenti la composizione della cerchia degli azionisti le quali giustificano il rifiuto tenuto conto dello scopo sociale o dell'indipendenza economica della società.

Il Consiglio di Amministrazione può altresì respingere la domanda di approvazione se offre all'alienante di assumere le sue azioni, per conto della Società, per conto di altri azionisti o per conto di terzi, al loro valore reale al momento della domanda. Il Consiglio di Amministrazione può altresì rifiutare l'approvazione se l'acquirente non dichiara espressamente di acquistare le azioni in proprio nome e per proprio conto.

Se la domanda di approvazione è respinta, o finché non è stata accolta, la piena proprietà delle azioni e tutti i diritti ad esse connessi rimangono di proprietà dell'alienante.

Le disposizioni degli articoli 685b cpv. 4 e 685c cpv. 2 del Codice delle obbligazioni, che si applicano alle azioni acquisite per successione, divisione ereditaria, in virtù del regime matrimoniale dei beni o nell'ambito di procedimenti di esecuzione forzata, rimangono riservate.

Il trasferimento avviene e diventa effettivo nei confronti della Società a decorrere dalla data di iscrizione del nuovo azionista nel libro delle azioni della Società.

ART. 9 – COMUNICAZIONE DELL'AVENTE ECONOMICAMENTE DIRITTO DELLE AZIONI

Chi, da solo o d'intesa con terzi, acquista azioni della Società ottenendo in tal modo una partecipazione che raggiunge o supera il limite del 25% del capitale azionario o dei diritti di voto, deve annunciare entro un mese alla Società il nome, il cognome e l'indirizzo della persona fisica per la quale agisce in definitiva (l'avente economicamente diritto). L'azionista deve annunciare alla Società entro tre mesi qualsiasi modifica del nome o del cognome o dell'indirizzo dell'avente economicamente diritto.

La société tient une liste des ayants droit économiques annoncés à la société. La liste doit être tenue de manière à ce qu'il soit possible d'y accéder en tout temps en Suisse. Cette liste mentionne soit le prénom et le nom soit la raison sociale ainsi que l'adresse des ayants droits économiques.

L'actionnaire ne peut pas exercer les droits sociaux liés aux actions dont l'acquisition est soumise aux obligations d'annoncer tant qu'il ne s'est pas conformé à ces dernières. Il ne peut faire valoir les droits patrimoniaux liés à ses actions qu'une fois qu'il s'est conformé à ses obligations d'annoncer. Si l'actionnaire omet de se conformer à ses obligations d'annoncer dans un délai d'un mois à compter de l'acquisition de l'action, ses droits patrimoniaux s'éteignent. S'il répare cette omission à une date ultérieure, il peut faire valoir les droits patrimoniaux qui naissent à compter de cette date. Le Conseil d'Administration s'assure qu'aucun actionnaire n'exerce ses droits en violation de ses obligations d'annoncer.

Les obligations d'annonce prévues par la Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne restent réservées.

ART. 10 – REGISTRE DES ACTIONS

La société tient un registre des actions qui mentionne le nom et l'adresse de leurs propriétaires et usufruitiers. Elle tient ce registre de manière à ce qu'il soit possible d'y accéder en tout temps en Suisse.

L'inscription au registre des actions n'a lieu qu'au vu d'une pièce établissant l'acquisition du titre en propriété ou la constitution d'un usufruit.

Est considéré comme actionnaire ou usufruitier à l'égard de la société celui qui est inscrit au registre des actions.

La Società tiene un elenco degli aventi economicamente diritto annunciati alla Società. L'elenco deve essere conservato in modo da poter essere consultato in qualsiasi momento in Svizzera. Tale elenco menziona il nome e il cognome o la ditta, nonché l'indirizzo degli aventi economicamente diritto.

I diritti sociali inerenti alle azioni il cui acquisto è soggetto agli obblighi di annunciare sono sospesi fintanto che l'azionista non abbia ottemperato a tali obblighi. L'azionista può far valere i diritti patrimoniali inerenti a tali azioni solo se ha ottemperato ai propri obblighi di annunciare. Se l'azionista non ottempera ai propri obblighi di annunciare entro un mese dall'acquisto delle azioni, i suoi diritti patrimoniali decadono. Se vi ottempera in un secondo tempo, l'azionista può far valere i diritti patrimoniali sorti a decorrere da tale data. Il Consiglio di Amministrazione provvede affinché nessun azionista eserciti i propri diritti in violazione degli obblighi di annunciare.

Restano riservati gli obblighi di notifica previsti dalla legge federale sulle banche e le casse di risparmio.

ART. 10 – LIBRO DELLE AZIONI

La Società tiene un libro delle azioni che contiene il nome e l'indirizzo dei proprietari e degli usufruttuari delle azioni. Conserva questo libro in modo da potervi accedere in qualsiasi momento in Svizzera. L'iscrizione nel libro delle azioni avviene solo sulla base di un documento comprovante l'acquisizione del titolo o la costituzione di un usufrutto.

È considerato azionista o usufruttuario della Società chi è iscritto nel libro delle azioni.

ART. 11 – DROITS ET OBLIGATIONS DES ACTIONNAIRES

Chaque action est indivisible à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un propriétaire pour une action.

Chaque actionnaire a droit à une part de bénéfice résultant du bilan et du produit de liquidation en proportion des versements opérés au capital-actions.

Les actionnaires ne sont tenus que des prestations statutaires et ne répondent pas personnellement des dettes sociales.

ART. 11 – DIRITTI E OBBLIGHI DEGLI AZIONISTI

Ogni azione è indivisibile nei confronti della Società, che riconosce un solo proprietario per azione.

Ogni azionista ha diritto ad una quota degli utili risultanti dal bilancio e dall'avanzo della liquidazione in proporzione ai versamenti effettuati nel capitale sociale.

Gli azionisti sono tenuti soltanto alle prestazioni statutarie e non sono personalmente responsabili per i debiti della Società.

3. ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ

Les organes de la société sont :

- l'Assemblée générale,
- le Conseil d'administration,
- la Direction,
- l'Organe de révision.

4. L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

ART. 12 – PORTEE DES DECISIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'Assemblée générale est le pouvoir suprême de la société.

Ses décisions sont obligatoires pour tous les actionnaires, même non présents ou non représentés, sous réserve des exceptions prévues par l'art. 704 al. 3 CO.

Les décisions de l'Assemblée générale qui violent la loi ou les statuts peuvent être attaquées par le Conseil d'Administration ou par chaque actionnaire dans les conditions prévues aux articles 706, 706a et 706b du Code des Obligations.

ART. 13 – DROIT INALIÉNABLE

L'Assemblée générale a le droit inaliénable :

- 1) d'adopter et de modifier les statuts ;
- 2) de nommer et de révoquer les membres du Conseil d'administration, l'Organe de révision et, le cas échéant, les réviseurs des comptes de groupe ;
- 3) d'approuver les comptes annuels, le rapport annuel et les comptes consolidés ;
- 4) de déterminer l'emploi du bénéfice résultant du bilan, en particulier de fixer le dividende et les tantièmes ;

3. ORGANIZZAZIONE DELLA SOCIETÀ

Gli organi della Società sono:

- l'Assemblea generale,
- il Consiglio di Amministrazione,
- la Direzione,
- l'Ufficio di revisione.

4. L'ASSEMBLEA GENERALE

ART. 12 – ATTRIBUZIONI DELL'ASSEMBLEA GENERALE

L'Assemblea generale costituisce l'organo supremo della Società.

Le sue deliberazioni sono vincolanti per tutti gli azionisti, anche se non presenti o non rappresentati, fatte salve le eccezioni previste dall'art. 704 cpv. 3 CO.

Le deliberazioni dell'Assemblea generale che violano la legge o lo statuto possono essere impugnate dal Consiglio di Amministrazione o da singoli azionisti alle condizioni previste dagli articoli 706, 706a e 706b del Codice delle obbligazioni.

ART. 13 – POTERI INALIENABILI

L'Assemblea generale ha i seguenti poteri inalienabili:

- 1) l'approvazione e modificazione dello statuto;
- 2) la nomina e la revoca degli amministratori e dell'Ufficio di revisione e, se del caso, dei revisori dei conti di gruppo;
- 3) l'approvazione del conto annuale, della relazione annuale e del conto di gruppo;
- 4) la deliberazione sull'impiego dell'utile risultante dal bilancio, in modo

- 5) de fixer le dividende intermédiaire et d'approuver les comptes intermédiaires nécessaires à cet effet ;
- 6) de décider du remboursement de la réserve légale issue du capital ;
- 7) de donner décharge aux membres du Conseil d'Administration ;
- 8) de procéder à la décotation des titres de participation de la société ;
- 9) de prendre toutes les décisions qui lui sont réservées par la loi ou les statuts.

- particolare la determinazione del dividendo e della partecipazione agli utili;
- 5) la determinazione degli acconti sui dividendi e l'approvazione del conto intermedio necessario a tal fine;
 - 6) la deliberazione sul rimborso della riserva legale da capitale;
 - 7) il discarico ai membri del Consiglio di Amministrazione;
 - 8) la revoca della quotazione dei titoli di partecipazione della società;
 - 9) le deliberazioni sulle materie ad essa riservate dalla legge o dallo statuto;

ART. 14 – ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRES ET EXTRAORDINAIRES

L'Assemblée générale ordinaire se réunit chaque année dans les quatre mois qui suivent la clôture de l'exercice social.

Une Assemblée générale extraordinaire peut être réunie aussi souvent qu'il est nécessaire.

Les dispositions qui suivent s'appliquent aux Assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

ART. 15 – CONVOCATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

L'Assemblée générale est convoquée par le Conseil d'Administration et au besoin par l'Organe de révision ou les liquidateurs.

Un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble le dixième au moins du capital-actions ou des voix peuvent aussi requérir la convocation de l'Assemblée générale.

En outre un ou plusieurs actionnaires, représentant ensemble cinq pour cent (5 %) au moins du capital-actions ou des voix peuvent requérir l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.

La convocation et l'inscription d'un objet à l'ordre du jour doivent être requises par écrit en

ART. 14 – ASSEMBLEA GENERALE ORDINARIA E STRAORDINARIA

L'Assemblea generale ordinaria si riunisce ogni anno entro quattro mesi dalla chiusura dell'esercizio sociale.

L'Assemblea generale straordinaria può essere convocata ogniqualvolta necessario.

Le disposizioni seguenti si applicano sia all'Assemblea generale ordinaria sia all'Assemblea generale straordinaria.

ART. 15 – CONVOCAZIONE ALL'ASSEMBLEA GENERALE

L'Assemblea generale è convocata dal Consiglio di Amministrazione e, se necessario, dall'Ufficio di revisione o dai liquidatori.

Possono inoltre richiedere la convocazione di un'Assemblea generale uno o più azionisti che rappresentano insieme almeno un decimo del capitale azionario o dei voti.

Inoltre, uno o più azionisti, che rappresentino complessivamente almeno il cinque per cento (5 %) del capitale sociale o dei voti possono chiedere l'iscrizione di un oggetto all'ordine del giorno.

indiquant les objets de discussion et les propositions.

ART. 16 – MODE DE CONVOCATION

L'Assemblée générale est convoquée au moins vingt jours avant la date de sa réunion par lettre recommandée (ou autre moyen équivalent, tel que les courriers nationaux et internationaux) ou par courrier électronique adressé aux actionnaires ou aux usufruitiers à l'adresse indiquée dans le registre des actions.

Sont mentionnés dans la convocation :

- a) la date, l'heure, la forme et le lieu de l'Assemblée générale ;
- b) les objets portés à l'ordre du jour ;
- c) les propositions du Conseil d'Administration ;
- d) le cas échéant, les propositions des actionnaires, accompagnées d'une motivation succincte ;
- e) le cas échéant, le nom et l'adresse du représentant indépendant.

Le rapport de l'organe de révision ainsi que le rapport de gestion, les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés, de même que les propositions éventuelles concernant l'emploi du bénéfice résultant du bilan, sont mis à la disposition des actionnaires au plus tard vingt jours avant l'Assemblée générale.

Si ces documents ne sont pas accessibles par voie électronique, chaque actionnaire peut demander qu'une copie de ces documents lui soit remise en temps utile avant l'Assemblée générale.

Aucune décision ne peut être prise sur des objets qui n'ont pas été ainsi portés à l'ordre du jour, sauf sur la proposition de convoquer une Assemblée générale extraordinaire ou d'instituer un contrôle spécial.

Il n'est pas nécessaire d'annoncer à l'avance les propositions entrant dans le cadre des objets

La convocazione e l'iscrizione all'ordine del giorno devono essere richieste per iscritto, indicando l'oggetto e le proposte.

ART. 16 – MODALITÀ DI CONVOCAZIONE

L'Assemblea generale deve essere convocata almeno venti giorni prima della data fissata per l'adunanza mediante lettera raccomandata (o altro mezzo equivalente, come corrieri nazionali e internazionali) o posta elettronica indirizzata agli azionisti o agli usufruttuari iscritti nel libro delle azioni.

Sono indicati nella convocazione:

- a) la data, l'ora, la forma e il luogo dell'Assemblea generale;
- b) gli argomenti all'ordine del giorno;
- c) le proposte del Consiglio di Amministrazione;
- d) se del caso, le proposte degli azionisti, con una breve motivazione;
- e) se del caso, il nome e l'indirizzo del rappresentante indipendente.

La relazione dei revisori, la relazione sulla gestione, il conto annuale, e, se del caso, i conti di gruppo nonché le eventuali proposte relative all'impiego dell'utile risultante dal bilancio sono messi a disposizione degli azionisti al più tardi venti giorni prima dell'Assemblea generale.

Se tali documenti non sono accessibili elettronicamente, ogni azionista può chiedere che una copia di tali documenti gli venga consegnata in tempo utile prima dell'Assemblea generale.

Nessuna deliberazione può essere presa su oggetti che non siano stati iscritti all'ordine del giorno, tranne la proposta di convocare un'Assemblea generale straordinaria o di procedere con una verifica speciale.

Non è necessario annunciare in anticipo le proposte che rientrano nell'ambito degli oggetti all'ordine del giorno, né le discussioni non seguite da un voto.

portés à l'ordre du jour, ni les délibérations qui ne doivent pas être suivies d'un vote.

Les membres du Conseil d'Administration et de la Direction qui participent à l'Assemblée générale ont le droit de s'exprimer sur les objets portés à l'ordre du jour. Le Conseil d'Administration peut en outre faire des propositions sur les objets portés à l'ordre du jour.

ART. 17 – REUNION DE TOUS LES ACTIONNAIRES (ASSEMBLEE UNIVERSELLE)

Les propriétaires ou les représentants de la totalité des actions peuvent, s'il n'y a pas d'opposition, tenir une Assemblée générale sans observer les prescriptions régissant la convocation.

Aussi longtemps qu'ils y participent, cette assemblée a le droit de délibérer et de statuer valablement sur tous les objets qui sont du ressort de l'Assemblée générale.

ART. 18 – LEGITIMATION DES ACTIONNAIRES

Peut exercer les droits sociaux liés à l'action nominative quiconque y est habilité par son inscription au registre des actions.

Un actionnaire peut faire représenter ses actions par une personne actionnaire ou non, munie d'un pouvoir écrit.

ART. 19 – CONSTITUTION ET PRESIDENCE

L'Assemblée générale a lieu au siège social de la société ou à tout autre endroit en Suisse déterminé par le Conseil d'administration.

La détermination du lieu de réunion ne doit, pour aucun actionnaire, compliquer l'exercice de ses droits liés à l'Assemblée générale de manière non fondée.

L'Assemblée générale peut se tenir simultanément en plusieurs lieux. En pareil cas, les interventions sont retransmises en direct par

I membri del Consiglio di Amministrazione e della Direzione che partecipano all'Assemblea generale hanno diritto di esprimersi sugli argomenti all'ordine del giorno. Il Consiglio di Amministrazione può inoltre presentare proposte sugli argomenti all'ordine del giorno.

ART. 17 – RIUNIONE DI TUTTI GLI AZIONISTI (ASSEMBLEA TOTALITARIA)

I proprietari o i rappresentanti di tutte le azioni possono, salvo opposizioni, tenere un'Assemblea generale anche senza osservare le disposizioni relative alla convocazione.

Finché i proprietari o i rappresentanti di tutte le azioni vi partecipano, siffatta Assemblea può validamente trattare tutti gli argomenti di competenza dell'Assemblea generale e deliberare su di essi.

ART. 18 – LEGITTIMAZIONE DEGLI AZIONISTI

Può esercitare i diritti sociali connessi all'azione nominativa chiunque vi sia autorizzato in virtù della sua iscrizione nel libro delle azioni.

Un azionista può far rappresentare le proprie azioni da una persona, che non deve necessariamente essere azionista, munita di procura scritta.

ART. 19 – COSTITUZIONE E PRESIDENZA

L'Assemblea generale si riunisce presso la sede della Società o in qualsiasi altro luogo in Svizzera designato dal Consiglio di Amministrazione.

Il luogo di svolgimento dell'assemblea non può comportare, per nessun azionista, alcun ostacolo incongruo all'esercizio dei suoi diritti riguardo all'Assemblea generale.

L'Assemblea generale può svolgersi simultaneamente in più luoghi. In tal caso, gli interventi dei partecipanti sono trasmessi in

des moyens audiovisuels sur tous les sites de réunion.

Le Conseil d'Administration peut autoriser les actionnaires qui ne sont pas présents au lieu où se tient l'Assemblée générale à exercer leurs droits par voie électronique.

L'Assemblée générale peut se tenir sous forme électronique et sans lieu de réunion physique si le Conseil d'Administration désigne dans la convocation un représentant indépendant, sous réserve de la renonciation de l'ensemble des actionnaires.

Le Conseil d'Administration règle le recours aux médias électroniques et s'assure que :

- a) l'identité des participants est établie ;
- b) les interventions à l'Assemblée générale sont retransmises en direct ;
- c) tout participant peut faire des propositions et prendre part aux débats ;
- d) le résultat du vote ne peut pas être falsifié.

Si l'Assemblée générale ne se déroule pas conformément aux prescriptions en raison de problèmes techniques, elle doit être convoquée à nouveau, étant précisé que les décisions que l'Assemblée générale a prises avant que les problèmes techniques ne surviennent restent valables.

L'Assemblée générale est valablement constituée quel que soit le nombre des actions représentées.

Elle est présidée par le président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un autre membre du Conseil d'Administration ou, en leur absence, par toute autre personne désignée par l'Assemblée générale.

Le Président de l'Assemblée générale nomme le secrétaire, qui ne doit pas nécessairement être actionnaire.

diretta audiovisiva in tutti i luoghi in cui si svolge l'assemblea.

Il Consiglio di Amministrazione può prevedere che gli azionisti che non sono presenti nel luogo in cui si tiene l'Assemblea generale possano esercitare i propri diritti per via elettronica.

L'assemblea generale può svolgersi per via elettronica e senza luogo di riunione fisico se nella convocazione il Consiglio di Amministrazione designa un rappresentante indipendente, salvo rinuncia da parte di tutti gli azionisti.

Il Consiglio di Amministrazione disciplina l'impiego di mezzi di comunicazione elettronici e garantisce che:

- a) l'identità dei partecipanti sia accertata;
- b) gli interventi all'Assemblea generale siano trasmessi in diretta;
- c) ogni partecipante possa presentare proposte e prendere parte alle discussioni;
- d) l'esito della votazione non possa essere alterato.

Se non può svolgersi regolarmente a causa di problemi tecnici, l'Assemblea generale deve essere riconvocata, fermo restando che le decisioni prese dall'Assemblea generale prima dell'insorgere dei problemi tecnici restano valide.

L'Assemblea generale è validamente costituita indipendentemente dal numero di azioni rappresentate.

Essa è presieduta dal Presidente del Consiglio di Amministrazione o, in sua assenza, da un altro membro del Consiglio d'Amministrazione o, in loro assenza, da qualsiasi altra persona designata dall'Assemblea generale.

Il Presidente dell'Assemblea generale nomina il Segretario, che non deve essere necessariamente un azionista.

ART. 20 – DROIT DE VOTE A L'ASSEMBLEE GENERALE

Les actionnaires exercent leur droit de vote à l'Assemblée générale proportionnellement à la valeur nominale de toutes les actions qui leur appartiennent.

Chaque actionnaire a droit à une voix au moins, même s'il ne possède qu'une action.

ART. 21 – DECISIONS ET ELECTIONS

L'Assemblée générale prend ses décisions et procède aux élections à la majorité absolue des voix attribuées aux actions représentées.

Toutefois, une décision de l'Assemblée générale recueillant au moins les deux tiers des droits de vote attribués aux actions représentées et la majorité absolue des valeurs nominales des actions représentées est requise pour :

- 1) la modification du but social ;
- 2) la réunion d'actions, pour autant que le consentement de tous les actionnaires concernés ne soit pas requis ;
- 3) l'augmentation du capital-actions au moyen des fonds propres, contre apport en nature ou par compensation, et pour l'attribution d'avantages particuliers ;
- 4) la limitation ou la suppression du droit de souscription préférentiel ;
- 5) la création d'un capital conditionnel, l'institution d'une marge de fluctuation du capital ou la constitution d'un capital de réserve au sens de l'art. 12 de la loi du 8 novembre 1934 sur les banques ;
- 6) la transformation de bons de participation en actions ;
- 7) la restriction de la transmissibilité des actions nominatives ;
- 8) l'introduction d'actions à droit de vote privilégié ;
- 9) le changement de la monnaie dans laquelle le capital-actions est fixé ;

ART. 20 – DIRITTO DI VOTO IN ASSEMBLEA GENERALE

Gli azionisti esercitano il diritto di voto nell'Assemblea generale in proporzione al valore nominale di tutte le azioni di cui sono titolari.

Ogni azionista ha diritto ad almeno un voto, anche se possiede una sola azione.

ART. 21 – DELIBERAZIONI ED ELEZIONI

L'Assemblea generale delibera ed elegge a maggioranza assoluta dei voti attribuiti alle azioni rappresentate.

Tuttavia, è necessaria una deliberazione dell'Assemblea generale approvata da almeno i due terzi dei voti attribuiti alle azioni rappresentate e dalla maggioranza assoluta dei valori nominali delle azioni rappresentate per:

- 1) la modificazione dello scopo sociale;
- 2) la riunione di azioni, sempre che non richieda il consenso di tutti gli azionisti interessati;
- 3) l'aumento del capitale sociale con capitale proprio, mediante conferimenti in natura o mediante compensazione con un credito, e la concessione di vantaggi speciali;
- 4) la limitazione o la revoca del diritto di opzione;
- 5) l'introduzione di un capitale condizionale, l'istituzione di un margine di variazione del capitale o la creazione di capitale di riserva secondo l'articolo 12 della legge sulle dell'8 novembre 1934;
- 6) la conversione dei buoni di partecipazione in azioni;
- 7) la limitazione della trasferibilità delle azioni nominative;
- 8) l'introduzione di azioni con diritto di voto privilegiato;

- 10) l'introduction de la voix prépondérante du président à l'Assemblée générale ;
- 11) l'introduction d'une disposition statutaire prévoyant la tenue de l'Assemblée générale à l'étranger ;
- 12) la décotation des titres de participation de la société ;
- 13) le transfert du siège de la société ;
- 14) l'introduction d'une clause d'arbitrage dans les statuts ;
- 15) le renoncement à la désignation d'un représentant indépendant en vue de la tenue d'une Assemblée générale virtuelle dans les sociétés dont les actions ne sont pas cotées en bourse ;
- 16) la dissolution de la société.

Les dispositions de la Loi fédérale sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine sont réservées.

ART. 22 – PROCES-VERBAL

Le Conseil d'Administration veille à la rédaction du procès-verbal de l'Assemblée générale, lequel mentionne :

- la date, l'heure de début et de fin, ainsi que le lieu de l'Assemblée générale ;
- le nombre, l'espèce, la valeur nominale et la catégorie des actions représentées par les actionnaires, les organes de direction et les représentants indépendants et les représentants dépositaires ;
- les décisions et les résultats des élections ;
- les demandes de renseignements formulées lors de l'Assemblée générale et les réponses données ;

- 9) la modifica della valuta del capitale azionario;
- 10) l'introduzione del voto preponderante del Presidente nell'Assemblea generale;
- 11) l'introduzione nello Statuto di una disposizione concernente lo svolgimento dell'Assemblea generale all'estero;
- 12) la revoca della quotazione dei titoli di partecipazione della società;
- 13) il trasferimento della sede legale della società;
- 14) l'inserimento di una clausola arbitrale nello Statuto;
- 15) la rinuncia alla designazione di un rappresentante indipendente in un'Assemblea generale virtuale di una società le cui azioni non sono quotate in borsa;

16) lo scioglimento della società.

Sono riservate le disposizioni della Legge federale sulla fusione, la scissione, la trasformazione e il trasferimento di attivi e passivi.

ART. 22 – VERBALI

Il Consiglio di Amministrazione provvede alla redazione del verbale dell'Assemblea generale che deve contenere le seguenti informazioni:

- la data, l'ora di inizio e di fine, nonché il luogo dell'Assemblea generale;
- il numero, la specie, il valore nominale e la categoria delle azioni rappresentate dagli azionisti, dagli organi, dai rappresentanti indipendenti e dai rappresentanti depositari;
- le deliberazioni e i risultati delle nomine;
- le richieste di ragguagli formulate durante l'Assemblea generale e le relative risposte;
- le dichiarazioni che gli azionisti chiedono di mettere a verbale.

- les déclarations dont les actionnaires demandent l'inscription au procès-verbal ;
- les problèmes techniques significatifs survenus durant l'Assemblée générale.
- i problemi tecnici rilevanti sorti durante lo svolgimento dell'Assemblea generale.

Il verbale è firmato dal Presidente dell'Assemblea generale e dal Segretario.

Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'Assemblée générale et par le Secrétaire.

Ciascun azionista può chiedere che il verbale gli sia reso accessibile entro 30 giorni dall'assemblea generale.

Tout actionnaire peut exiger que le procès-verbal soit mis à sa disposition dans les 30 (trente) jours qui suivent l'Assemblée générale.

Gli estratti rilasciati sono certificati conformi da un membro del Consiglio di Amministrazione.

Les extraits délivrés sont certifiés conforme par un membre du Conseil d'administration.

5. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

ART. 23 – COMPOSITION ET DUREE DES FONCTIONS

Le Conseil d'Administration est composé d'au moins cinq membres, nommés par l'Assemblée générale pour une période d'un an. Sauf en cas de démission, de révocation ou de décès, le mandat prend fin le jour de la prochaine Assemblée générale ordinaire suivant l'élection. Si des membres sont remplacés en cours de mandat, leurs successeurs achèvent leur mandat.

Les membres du Conseil d'Administration doivent disposer des compétences professionnelles, de l'expérience et de la disponibilité nécessaires à l'exécution de leurs tâches. Au moins un tiers (1/3) des membres du Conseil d'Administration doivent être indépendants au sens de la Circ FINMA 17/1.

Les membres du Conseil d'Administration sont indéfiniment rééligibles.

Aucun membre du Conseil d'Administration ne peut faire partie de la Direction.

ART. 24 – ORGANISATION

Le Conseil d'Administration s'organise lui-même, notamment en désignant son Président, son Vice-Président et son Secrétaire. Il peut choisir ce dernier en dehors de son sein.

Si le Président est dans l'incapacité d'exercer ses fonctions, il est remplacé par le Vice-Président. Si ce dernier est également dans l'incapacité d'exercer ses fonctions, le Conseil d'Administration choisit un de ses membres, temporairement.

5. IL CONSIGLIO DI AMMINISTRAZIONE

ART. 23 – COMPOSIZIONE E DURATA DEL MANDATO

Il Consiglio di Amministrazione è composto da almeno cinque membri, eletti dall'Assemblea generale per un periodo di un anno. Salvo in caso di dimissioni, revoca o decesso, il mandato termina il giorno della prima Assemblea generale ordinaria successiva all'elezione. Se i membri sono sostituiti durante il loro mandato, i loro successori completano il mandato dei predecessori.

I membri del Consiglio di Amministrazione devono possedere le competenze professionali, l'esperienza e la disponibilità necessarie per l'esercizio delle loro funzioni. Almeno un terzo (1/3) dei membri del Consiglio di Amministrazione deve essere indipendente ai sensi della circolare FINMA 17/1.

I membri del Consiglio di Amministrazione possono essere rieletti a tempo indeterminato.

Nessun membro del Consiglio di Amministrazione può essere membro della Direzione.

ART. 24 – ORGANIZZAZIONE

Il Consiglio di Amministrazione si organizza autonomamente, nominando il proprio Presidente, il Vicepresidente e il Segretario. Quest'ultimo non deve necessariamente appartenere al Consiglio di Amministrazione.

Qualora il Presidente non sia in grado di svolgere le proprie funzioni, è sostituito dal Vicepresidente. Se anche quest'ultimo non è in grado di svolgere le proprie funzioni, il Consiglio di Amministrazione sceglie temporaneamente uno dei suoi membri.

ART. 25 – DECISIONS

Chaque membre du Conseil d'Administration dispose d'une voix. Le Conseil d'Administration peut délibérer lorsque la majorité de ses membres y assiste. Les décisions et les élections au sein du Conseil d'Administration sont prises à la majorité absolue des voix assistant à la réunion.

En cas d'égalité des voix, le Président du Conseil d'Administration ne dispose pas d'une voix prépondérante.

Les décisions de nature purement formelle consistant en des confirmations ou des constatations (en particulier les articles 651a, 652e, 652g et 653g du Code des Obligations) peuvent également être prises en présence d'un seul membre du Conseil d'administration.

Le Conseil d'Administration peut prendre ses décisions :

- a) dans le cadre d'une séance avec lieu de réunion ;
- b) si les circonstances le justifient, sous une forme électronique par analogie avec les art. 701c à 701e ;
- c) si les circonstances le justifient, par écrit sur papier ou sous forme électronique, à moins qu'une discussion ne soit requise par l'un des membres du Conseil d'administration. En cas de décision par voie électronique, aucune signature n'est nécessaire ; les décisions écrites divergentes du Conseil d'Administration sont réservées.

Les décisions du Conseil d'Administration peuvent également être prises à la majorité des voix de ses membres sous la forme d'une approbation écrite d'une proposition, à condition que celle-ci ait été soumise à tous les membres et qu'aucun d'entre eux n'ait demandé une discussion orale.

ART. 25 – DECISIONI

Ogni membro del Consiglio di Amministrazione ha diritto a un voto. Il Consiglio di Amministrazione può deliberare quando partecipa la maggioranza dei suoi membri. Le decisioni e le elezioni all'interno del Consiglio di Amministrazione sono prese a maggioranza assoluta dei voti che partecipano alla riunione.

In caso di parità di voti, il voto del Presidente del Consiglio di Amministrazione non è preponderante.

Le decisioni di natura puramente formale che consistono in conferme o constatazioni (in particolare gli art. 651a, 652e, 652g e 653g CO) possono essere prese anche in presenza di un solo membro del Consiglio di Amministrazione.

Il Consiglio di Amministrazione può prendere le sue decisioni:

- a) nell'ambito di una seduta in un luogo di riunione;
- b) se le circostanze lo giustificano, avvalendosi di mezzi di comunicazione elettronici in applicazione per analogia degli articoli da 701c a 701e;
- c) se le circostanze lo giustificano, in forma scritta, sia questa su supporto cartaceo o elettronico, sempre che un membro non abbia chiesto la discussione orale. Se la decisione è presa per via elettronica la firma non è necessaria, a meno che il Consiglio di Amministrazione non abbia disposto altrimenti per scritto.

Le deliberazioni del Consiglio di Amministrazione possono anche essere prese a maggioranza dei voti dei suoi membri sotto forma di approvazione scritta di una proposta, a condizione che la proposta sia stata presentata a tutti i membri e che nessuno di essi abbia richiesto una discussione orale.

ART. 26 – CONVOCATION

Le Conseil d'Administration est convoqué par le Président, par communication écrite, aussi souvent que les affaires l'exigent, mais au moins quatre fois par an, en principe une fois par trimestre. Il doit être convoqué, en outre, à la demande écrite et motivée d'un de ses membres, de la Direction ou de l'Organe de révision. Abstraction faite des cas d'urgence, les membres du Conseil d'Administration sont convoqués au moins quatre jours avant la date de la séance.

Chaque membre du Conseil d'Administration a le droit d'obtenir des informations sur toutes les affaires de la société.

Au cours des séances, chaque membre du Conseil d'Administration peut exiger des renseignements des autres membres ainsi que des personnes chargées de la gestion.

ART. 27 – PROCES VERBAL

Il est tenu un procès-verbal des délibérations et des décisions du Conseil d'administration.

Celui-ci est signé par le Président de la séance et le Secrétaire ou, en son absence, par la personne qui l'a rédigé ; il doit mentionner les membres présents.

**ART. 28 – ATTRIBUTIONS
INTRANSMISSIBLES ET INALIENABLES**

Le Conseil d'Administration est l'organe responsable de la haute direction, de la surveillance et du contrôle de la société et peut prendre des décisions sur toutes les questions qui ne sont pas attribuées à l'Assemblée générale par la loi ou les statuts.

Ses attributions intransmissibles et inaliénables sont les suivantes :

- l'exercice de la haute direction de la société et l'établissement des instructions nécessaires ;
- la définition de la politique générale et les orientations stratégiques de la société ;

ART. 26 – CONVOCAZIONE

Il Consiglio di Amministrazione è convocato dal Presidente, con comunicazione scritta, ogniqualevolta necessario, ma almeno quattro volte all'anno, in linea di massima una volta ogni trimestre. Il Consiglio di Amministrazione deve essere convocato anche su richiesta scritta e motivata, di uno dei suoi membri, della Direzione o dell'Ufficio di revisione. Salvo casi di urgenza, i membri del Consiglio di Amministrazione devono essere convocati almeno quattro giorni prima della data della riunione.

Ogni membro del Consiglio di Amministrazione ha il diritto di ottenere ragguagli su tutti gli affari della Società.

Nel corso delle riunioni, ogni membro del Consiglio di Amministrazione può chiedere ragguagli agli altri membri e alle persone incaricate della gestione.

ART. 27 – VERBALI

Le decisioni e le deliberazioni del Consiglio di Amministrazione vengono messe a verbale.

Il verbale è firmato dal Presidente della riunione e dal Segretario o, in sua assenza, dalla persona che lo ha predisposto e menziona i membri presenti.

ART. 28 – ATTRIBUZIONI INTRANSMISSIBILI E INALIENABILI

Il Consiglio di Amministrazione è l'organo incaricato dell'alta direzione, della vigilanza e del controllo della Società e può deliberare su tutti gli affari che non siano attribuiti all'Assemblea generale dalla legge o dallo statuto.

Le sue attribuzioni intransmissibili e inalienabili sono le seguenti:

- l'alta direzione della Società e il potere di dare le istruzioni necessarie;
- la definizione della politica generale e gli orientamenti strategici della Società;
- la definizione dell'organizzazione e l'adozione del Regolamento interno;

- la fixation de l'organisation et l'adoption du Règlement d'organisation ;
- la nomination et la révocation des personnes chargées de la Direction ;
- la préparation de toutes les propositions destinées à l'Assemblée générale, la rédaction de l'avis de convocation, l'établissement de l'ordre du jour, la convocation de l'Assemblée générale et l'exécution des décisions de celle-ci ;
- l'établissement du rapport de gestion et la soumission à l'Assemblée générale des comptes annuels, du bilan et du compte de pertes et profits avec ses propositions sur l'emploi du bénéfice net et la constitution de réserves spéciales ;
- l'attribution du mandat à la société d'Audit prévue par la Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne et l'examen de ses rapports ;
- la désignation et la révocation des réviseurs internes ;
- la désignation des personnes autorisées à représenter la société envers les tiers et la fixation de leur mode de signature, étant précisé que seule la signature collective à deux peut être octroyée ;
- l'approbation de la politique des risques et le réexamen périodique de son adéquation ;
- la fixation des principes de la comptabilité et du contrôle financier ainsi que du plan financier pour autant que cela soit nécessaire à la gestion de la société ;
- l'exercice du contrôle interne et la surveillance des grands risques au sens des articles 95 ss OFR sur la base de relevés trimestriels établis par la Direction ;
- l'exercice de la haute surveillance sur les personnes chargées de la gestion afin de s'assurer notamment qu'elles observent
- la nomina e la revoca dei membri della Direzione;
- la preparazione di tutte le proposte da sottoporre all'Assemblea generale, la redazione degli avvisi di convocazione, la redazione dell'ordine del giorno, la convocazione dell'Assemblea generale e l'esecuzione delle sue deliberazioni;
- la preparazione della relazione di gestione e la presentazione all'Assemblea generale del conto annuale, del bilancio e del conto economico con le proposte sull'impiego dell'utile netto e sulla costituzione di riserve speciali;
- l'attribuzione del mandato alla società di revisione previsto dalla legge federale sulle banche e le casse di risparmio e l'esame delle sue relazioni;
- la nomina e la revoca dei revisori interni;
- la nomina delle persone incaricate di rappresentare la Società nei confronti di terzi e la determinazione della loro modalità di firma, precisando che può essere concessa solo la firma collettiva a due;
- l'approvazione della politica dei rischi e la verifica periodica della sua adeguatezza;
- la determinazione dei principi della contabilità e del controllo finanziario, nonché del piano finanziario per quanto necessario alla gestione della Società;
- l'esecuzione del controllo interno e il monitoraggio dei grandi rischi ai sensi degli articoli 95 segg. OFoP sulla base di rendiconti trimestrali redatti dalla Direzione;
- l'alta vigilanza sulle persone incaricate della gestione, al fine di accertarsi che osservino la legge, lo statuto, i regolamenti e le istruzioni;

- la loi, les statuts, les règlements et les instructions données ;
 - la décision d'ouvrir ou de fermer des filiales, succursales, agences et représentations ;
 - la décision quant à l'octroi de crédits aux membres des organes de la société ou à des personnes physiques et morales qui leur sont proches et conformément au Règlement d'organisation ;
 - toute prise de décision relative à l'acquisition, la vente ou l'échange de participations permanentes ;
 - toute prise de décision relative à l'achat, la vente ou le transfert de tout bien immobilier, la constitution de gages immobiliers sur les immeubles à usage de la société, ainsi que la rénovation des biens immobiliers de la société ;
 - l'information de l'autorité compétente en cas de surendettement.
- la decisione di aprire o chiudere filiali, succursali, agenzie e rappresentanze;
 - la deliberazione sulla concessione di prestiti ai membri degli organi della Società o alle persone fisiche e giuridiche ad essi vicine e in conformità del Regolamento interno;
 - ogni deliberazione relativa all'acquisizione, alla vendita o allo scambio di partecipazioni permanenti;
 - ogni deliberazione relativa all'acquisto, alla vendita o alla cessione di beni immobili, alla costituzione di pegni su beni immobili utilizzati dalla Società, nonché alla ristrutturazione dei beni immobili della Società;
 - l'avviso all'autorità competente in caso di eccedenza di debiti.

ART. 29 – DELEGATION DE LA GESTION ET REGLEMENT D'ORGANISATION

Le Conseil d'Administration peut déléguer une partie de ses tâches à un ou plusieurs de ses membres.

Le Conseil d'Administration peut créer en son sein un ou plusieurs comités dont il fixe l'activité et les compétences dans le Règlement d'organisation.

ARTE. 29 – DELEGA DELLA GESTIONE E REGOLAMENTO INTERNO

Il Consiglio di Amministrazione può delegare parte dei suoi compiti a uno o più dei suoi membri.

Il Consiglio di Amministrazione può costituire al suo interno uno o più comitati, l'attività e i poteri di tali comitati sono determinati nel Regolamento interno.

6. LA DIRECTION

ART. 30 – COMPOSITION ET COMPETENCE

La Direction de la société est confiée au Comité exécutif désigné par le Conseil d'administration. Les membres du comité exécutif ne peuvent pas être en même temps membres du Conseil d'administration.

Elle correspond à la gestion opérationnelle au sens de la législation bancaire.

Les attributions et les obligations du Comité exécutif et du Directeur général sont précisées dans le Règlement d'organisation.

7. L'ORGANE DE REVISION

ART. 31 – COMPOSITION ET DUREE DES FONCTIONS

L'Organe de révision est nommé par l'Assemblée générale ordinaire et est composé d'un ou de plusieurs réviseurs. Seules les sociétés reconnues comme sociétés d'Audit au sens de l'art. 18 al. 1 de la Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne peuvent être chargées de la révision.

L'Organe de révision doit remplir les exigences de qualification et d'indépendance et se conformer aux dispositions légales applicables.

La durée de fonction de l'Organe de révision est d'un an. Elle prend fin lors de l'Assemblée générale au cours de laquelle son rapport doit être soumis.

L'Assemblée générale ne peut révoquer l'Organe de révision que pour de justes motifs.

ART. 32 – ATTRIBUTION

L'Organe de révision soumet à l'Assemblée générale un rapport écrit sur le résultat de sa vérification de la comptabilité, des comptes annuels et de l'emploi du bénéfice résultant du bilan conformément à la loi et aux statuts.

6. LA DIREZIONE

ARTE. 30 – COMPOSIZIONE E COMPETENZA

La gestione degli affari correnti della Società è affidata alla Direzione nominata dal Consiglio di Amministrazione. I membri della Direzione non possono essere al tempo stesso membri del Consiglio di Amministrazione.

Essa corrisponde alla gestione operativa ai sensi della legislazione bancaria.

Le attribuzioni e gli obblighi della Direzione e dell'Amministratore delegato sono specificati nel Regolamento interno.

7. L'UFFICIO DI REVISIONE

ARTE. 31 – COMPOSIZIONE E DURATA DEL MANDATO

L'Ufficio di revisione è nominato dall'Assemblea generale ed è composto da uno o più revisori. Solo le società riconosciute come società di audit ai sensi dell'art. 18 cpv. 1 della Legge federale sulle banche e le casse di risparmio possono essere incaricate della revisione.

L'Ufficio di revisione deve soddisfare i requisiti di qualificazione e indipendenza e rispettare le disposizioni di legge vigenti.

La durata dell'incarico dell'Ufficio di revisione è di un anno. Essa termina in occasione dell'Assemblea generale durante la quale deve essere presentata la sua relazione.

L'Assemblea generale può revocare l'Ufficio di revisione solo per gravi motivi.

ART. 32 – ATTRIBUZIONI

L'Ufficio di revisione presenta all'Assemblea Generale una relazione scritta sull'esito della revisione della contabilità, del conto annuale, dell'impiego dell'utile risultante dal bilancio in conformità alla legge e allo statuto.

L'Assemblée générale peut renoncer à la présence de l'Organe de révision par une décision prise à l'unanimité.

L'Organe de révision doit se conformer aux dispositions des articles 728 ss du Code des Obligations.

En cas de surendettement manifeste, l'Organe de révision informe l'autorité compétente si le Conseil d'Administration omet de le faire.

L'Assemblea Generale può rinunciare alla presenza dell'Ufficio di revisione all'Assemblea Generale con deliberazione unanime.

L'Ufficio di revisione deve attenersi alle disposizioni degli articoli 728 segg. del Codice delle obbligazioni.

Se la Società si trova in palese situazione di eccessivo indebitamento, l'Ufficio di revisione ne dà avviso all'autorità competente, qualora il Consiglio di Amministrazione omettesse di farlo.

8. COMPTES ANNUELS – FONDS DE RESERVE – DIVIDENDES

ART. 33 – EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre.

ART. 34 – RAPPORT DE GESTION

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat, annexe) et les bilans intermédiaires seront établis conformément aux dispositions des articles 958 ss du Code des Obligations, ainsi qu'aux dispositions de la Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne.

ART. 35 – AFFECTATION DU BENEFICE

Sur le bénéfice annuel, l'affectation aux réserves est prioritaire, conformément aux dispositions légales. Le bénéfice au bilan à l'usage de l'Assemblée générale est soumis aux règles fixées par la Loi sur les établissements financiers (LEFIN), la Réglementation bancaire et le Code des Obligations.

Cinq pour cent (5 %) du bénéfice de l'exercice sont affectés à la réserve légale issue du bénéfice. Un report de pertes éventuel est compensé avec le bénéfice de l'exercice écoulé avant l'affectation à la réserve légale.

La réserve légale issue du bénéfice est alimentée jusqu'à ce qu'elle atteigne, avec la réserve légale issue du capital, la moitié du capital-actions inscrit au registre du commerce.

8. CONTO ANNUALE - FONDI DI RISERVA - DIVIDENDI

ARTE. 33 – ESERCIZIO SOCIALE

L'esercizio sociale inizia il primo gennaio e termina il trentuno dicembre di ogni anno.

ARTE. 34 – RELAZIONE SULLA GESTIONE

Il conto annuale (bilancio, conto economico, allegato) e i bilanci intermedi saranno allestiti in conformità delle disposizioni degli articoli 958 segg. del Codice delle obbligazioni nonché delle disposizioni della Legge federale sulle banche e le casse di risparmio.

ART. 35 – DESTINAZIONE DELL'UTILE

La destinazione degli utili annuali alle riserve è prioritaria, in conformità alle disposizioni di legge. L'utile iscritto a bilancio ai fini dell'Assemblea generale è soggetto alle regole stabilite dalla Legge sugli istituti finanziari (LEFIN), dalla Regolamentazione bancaria e dal Codice delle obbligazioni.

Alla riserva legale da utili va assegnato il 5 per cento dell'utile dell'esercizio. Prima di assegnare tale importo alla riserva va eliminata l'eventuale perdita riportata.

La riserva legale da utili va alimentata sino a che abbia raggiunto, unitamente alla riserva legale da capitale, la metà del capitale azionario iscritto nel registro di commercio.

Le bénéfice net restant après déduction de tous les frais généraux, impôts, intérêts et pertes et après tous amortissements nécessaires et affectations aux réserves légales et statutaires est à la disposition de l'Assemblée générale conformément aux dispositions légales applicables.

ART. 36 – DIVIDENDE

Le paiement du dividende a lieu à la date fixée par le Conseil d'administration.

L'Assemblée générale peut toutefois décider, sur la base de comptes intermédiaires, de verser un dividende intermédiaire.

L'Assemblée générale peut à tout moment décider la création, à côté de la réserve générale prévue par la loi, d'autres fonds de réserve, dont elle détermine le but et l'emploi.

Les dividendes ne peuvent être prélevés que sur le bénéfice résultant du bilan et sur les réserves constituées à cet effet.

Tout dividende qui n'a pas été réclamé dans les cinq ans depuis son exigibilité est prescrit de plein droit au profit de la société.

L'utile netto che rimane dopo aver dedotto tutte le spese generali, le imposte, gli interessi e le perdite e dopo gli ammortamenti necessari e gli accantonamenti alle riserve legali e statutarie è a disposizione dell'Assemblea generale in conformità delle disposizioni di legge applicabili.

ART. 36 – DIVIDENDI

Il pagamento dei dividendi avviene alla data stabilita dal Consiglio di Amministrazione.

Tuttavia, l'Assemblea generale può decidere di pagare un acconto sul dividendo sulla base di conti intermedi.

L'Assemblea generale può decidere in qualsiasi momento di creare, oltre alla riserva generale prevista dalla legge, altri fondi di riserva, di cui determina lo scopo e l'utilizzo.

I dividendi possono essere prelevati solo sull'utile risultante dal bilancio e sulle riserve costituite a tale scopo.

I dividendi non prelevati entro cinque anni dalla loro scadenza decadono automaticamente a favore della Società.

9. LIQUIDATION**ART. 37 – LIQUIDATION**

La liquidation de la société peut être décidée en tout temps conformément aux prescriptions légales et doit être effectuée dans le respect des dispositions applicables.

Elle est en principe effectuée par le Conseil d'administration, à moins que l'Assemblée générale ne désigne d'autres liquidateurs.

10. PUBLICATIONS**ART. 38 – FORME DES PUBLICATIONS, DES COMMUNICATIONS ECRITES ET DES APPROBATIONS**

Les publications de la société sont valablement faites dans la Feuille officielle suisse du Commerce.

Sont considérées comme communication écrite au sens de l'article 26 ou approbation écrite au sens de l'article 25, une lettre, un téléfax ou un courriel.

9. LIQUIDAZIONE**ART. 37 – LIQUIDAZIONE**

La liquidazione della Società può essere decisa in qualsiasi momento in conformità alle disposizioni di legge e deve essere effettuata nel rispetto delle norme applicabili.

In linea di principio, la liquidazione è effettuata a cura del Consiglio di Amministrazione, a meno che l'Assemblea generale non nomini altri liquidatori.

10. PUBBLICAZIONI**ART. 38 – FORMA DELLE PUBBLICAZIONI, DELLE COMUNICAZIONI SCRITTE E DELLE APPROVAZIONI**

Le pubblicazioni della Società sono validamente effettuate nel Foglio Ufficiale Svizzero di Commercio.

Lettere, fax o e-mail sono considerati comunicazioni scritte ai sensi dell'articolo 26 o approvazione scritta ai sensi dell'articolo 25.

11. APPORT EN NATURE**ART. 39 – APPORT EN NATURE**

Selon contrat du 28 mai 2021, Fideuram – Intesa Sanpaolo Private Banking S.p.A., une société ayant son siège à Turin (Italie), a fait apport en nature à la société de 219'235 actions nominatives de CHF 100 chacune, liées selon statuts, de la société Intesa Sanpaolo Private Bank (Suisse) Morval SA (CHE-105.860.022), à Genève. Cet apport en nature est accepté pour le prix total de CHF 21'923'500, en contrepartie duquel il a été remis à l'apporteur 1 action de la société, nominative, de CHF 1, entièrement libérée, liée selon statuts, émise au-dessus du pair, le solde de CHF 21'923'499 constituant un agio.

12. DISPOSITION FINALE**ART. 40 – TRADUCTION**

Il existe une version française et une version italienne de ces statuts. La version française fait foi.

11. CONFERIMENTO IN NATURA**ART. 39 – CONFERIMENTO IN NATURA**

In base al contratto del 28 maggio 2021, Fideuram – Intesa Sanpaolo Private Banking S.p.A., una società con sede a Torino (Italia), ha effettuato un conferimento in natura alla Società di 219'235 azioni nominative da CHF 100 ciascuna, vincolate secondo lo statuto, della società Intesa Sanpaolo Private Bank (Suisse) Morval SA, con sede a Ginevra. Tale conferimento in natura è accettato al prezzo totale di CHF 21'923'500, in contropartita del quale, la conferente ha ricevuto 1 azione della Società, nominativa, da CHF 1, interamente liberata, vincolata secondo lo statuto, emessa sopra la pari, il saldo di CHF 21'923'499 costituendo un aggio.

12. DISPOSIZIONE FINALE**ART. 40 – TRADUZIONE**

Il presente statuto viene allestito in versione francese e italiana. Fa stato la versione francese.

Genève, le 29 juillet 2025.

(Suivent les signatures et leur légalisation)

ENREGISTRE à GENEVE le 29 juillet 2025.

Pour copie conforme :


